

contingent de troupes nigérianes envoyées pour appuyer la force de l'ECOMOG. Les attaques du RUF se poursuivent en partie parce que les dirigeants ne s'entendent pas sur la mise en oeuvre du traité de paix, pendant qu'à Freetown on arrête plusieurs officiers de l'armée soupçonnés de préparer un coup d'État.

En mai 1997, un groupe de soldats attaque la prison centrale, libérant les conspirateurs et environ 600 criminels. Le président Kabbah s'enfuit, et le major Johnny Paul Koroma, libéré lors de l'attaque de la prison, devient le chef du Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC). L'AFRC invite le RUF à se joindre à lui, déclarant que la guerre est finie. La période pendant laquelle l'AFRC et le RUF exercent conjointement le pouvoir se caractérise par le bouleversement complet de l'appareil judiciaire et l'effondrement de l'économie officielle. Les écoles, les banques, les services commerciaux et les bureaux du gouvernement cessent de fonctionner, tandis que le viol et le pillage sont à l'ordre du jour. Pour reprendre l'expression d'Amnistie Internationale : « *c'est la débâcle de la primauté du droit et le pays sombre dans la violence* »; les alliés de Kabbah, les étudiants et les journalistes sont systématiquement torturés, violés et assassinés.

Durant cette période, le président en exil Kabbah entre en contact avec une entreprise britannique de services de sécurité, Sandline International, qui entretient des rapports avec Executive Outcomes, Branch Energy et Diamond Works, une société cotée à la bourse de Vancouver. Il vise apparemment à obtenir l'aide de Sandline pour évincer l'AFRC et libérer les régions productrices de diamants. Un ressortissant indien établi à Vancouver, Rakesh Saxena, aurait fourni les fonds nécessaires. En février 1998, 28 tonnes d'armes légères arrivent en Sierra Leone dans le cadre de cette transaction et sont saisies par l'ECOMOG parce qu'elles contreviennent à un embargo sur les armes décrété par l'ONU.

Plus tard, le même mois, l'ECOMOG expulse la coalition AFRC/RUF de Freetown lors d'une bataille acharnée au cours de laquelle de nombreux civils périssent. Selon les estimations, le nombre de personnes tuées dans la guerre des rebelles dépassait déjà le chiffre de 50 000. À divers moments de la période précédente de six ans, le nombre de personnes déplacées a atteint un sommet de 2,5 millions - soit plus de la moitié de l'ensemble de la population.

Le président Kabbah, rétabli dans ses fonctions, prend des mesures afin de procéder à la démobilisation de toute l'armée. À la suite de procès en cour martiale, 24 soldats condamnés sont exécutés. Entre août et novembre 1998 se tiennent plusieurs procès de civils. Au total, 47 personnes sont condamnées pour trahison et sous d'autres chefs d'accusation en rapport avec l'administration de la coalition AFRC/RUF, et condamnées à mort. Foday Sankoh, qui a été arrêté au Nigéria et renvoyé en Sierra Leone, est également jugé, déclaré coupable et condamné à mort.

Pendant cette période, les forces de la coalition AFRC/RUF se livrent à des actes de violence dans tout le pays, pourchassées d'un endroit à un autre sans grand succès par les forces de l'ECOMOG. Dans un rapport du mois de novembre 1998, Amnistie Internationale déclare ce qui